Réussir la présidence française de l'Union européenne

Christian Lequesne

▶ **To cite this version:**

Christian Lequesne. Réussir la présidence française de l'Union européenne. 2008. hal-01066176

HAL Id: hal-01066176

https://sciencespo.hal.science/hal-01066176

Preprint submitted on 19 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SciencesPo. PARIS
CERI / CNRS
Centre d'études et de recherches internationales

REUSSIR LA PRESIDENCE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPEENNE

Christian Lequesne

Prenant la suite de la Slovénie, la France assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne à compter du 1er juillet 2008 pour une durée de six mois. Cette présidence est attendue avec intérêt car elle sera l'occasion d'observer si le « retour de la France en Europe », comme aime à le dire Nicolas Sarkozy, est une réalité. De la même manière, elle permettra de mesurer si l'Europe est de retour en France après le référendum négatif sur la Constitution européenne de mai 2005. La présidence française devra également s'atteler à préparer la mise en œuvre du traité de Lisbonne qui devrait entrer en vigueur en 2009 ; c'est notamment elle qui devra entamer les négociations en vue de la nomination du futur président permanent de l'Europe. Elle devra aussi faire face à plusieurs échéances internationales importantes : les Jeux olympiques de Pékin avec la question ouverte d'une position commune sur le boycottage de la cérémonie d'ouverture, les élections aux Etats-Unis et en Russie.

Le référendum négatif du 29 mai 2005, acte démocratique incontestable, a porté un coup à l'influence de la France à Bruxelles pendant deux ans. Il y avait en effet peu de chance que les partenaires de la France acceptent de souscrire à un Plan B conforme aux visions des « nonistes » français pour réformer la Constitution européenne. Si la France est la 5ème puissance économique mondiale, avec des grandes entreprises particulièrement performantes, une partie de la société française, et peut être plus encore des élites empêtrées dans leur exceptionnalisme identitaire, continuent à se faire peur et à faire peur

avec l'économie de marché, la domination des méchants Anglo Saxons, etc... Il faudra encore un peu de temps pour que l'on accepte complètement dans ce pays que l'ouverture des frontières, au sens large du terme, n'équivaut pas forcément à renoncer à son âme. Le pathos identitaire de l'exception française, que François Furet croyait mort en 1988, ne l'est en fait pas tant que cela.

De ce point de vue, le slogan choisi par la présidence française, « l'Europe qui protège », n'est pas le meilleur pour faire sortir la France de ces peurs. Il a été choisi pour rassurer tous ceux qui voient dans l'Europe un cheval de Troie de la mondialisation, alors qu'il faudrait justement en finir avec ce phantasme. Comment en effet aborder sereinement le monde si l'on part toujours du constat négatif qu'il est fait de dangers dont il faut se protéger et non d'opportunités qu'il faut saisir? L'ironie est que le slogan de la présidence tchèque, qui suivra celle de la France au premier semestre 2009 sera à l'inverse « l'Europe sans frontières ». Enfermés il y a vingt ans encore derrière le Rideau de fer et réduits à vivoter dans la grisaille du communisme d'Etat, les Tchèques n'expriment pas le besoin d'être protégés. Ils veulent plutôt épouser la modernité du monde.

Les thèmes de la présidence française ont déjà été soulignés plusieurs fois par le Président Sarkozy et par ses ministres, notamment le ministre des Affaires européennes, Jean - Pierre Jouyet, qui bénéficie d'un capital de confiance important dans les capitales des 26 autres Etats membres. Formé à l'école du delorisme, Jean - Pierre Jouyet incarne une France ouverte à l'interdépendance et au compromis. Il lui revient parfois de devoir corriger les excès de ceux qui, dans cette majorité comme dans n'importe quelle autre d'ailleurs, pense au contraire que la France n'est jamais plus la France que lorsqu'elle est seule. La première proposition d'Union méditerranéenne, rédigé par le conseiller de Nicolas Sarkozy, Henri Gaino, fut une jolie illustration de cette posture solitaire. Réfutée par l'ensemble des partenaires, et notamment par l'Allemagne, il a fallu le travail de Jean - Pierre Jouyet pour faire de l'Union pour la Méditerranée un instrument européen accepté par l'ensemble des partenaires.

Les thèmes de la présidence française sont au nombre de cinq : l'immigration, la lutte contre le changement climatique, l'énergie, la défense et la réforme de la politique agricole commune.

La lutte contre le changement climatique est certainement l'une des politiques que les opinions publiques des Etats membres entendent le plus voir traitée par l'Europe. La France devra ainsi veiller à ce que la réduction des émissions à effet de serre – moins 20% d'ici 2020- soit accepté et qu'il y ait un accord sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto, un texte que les Etats - Unis ont jusqu'à présent toujours refusé de signer. Il y a là un enjeu important pour la légitimité de l'Europe dans le monde en tant que productrice et exportatrice de normes. Face à la réticence américaine, plusieurs pays -comme le Japon par exemple- attendent beaucoup d'une alliance avec l'Union européenne en matière de protection de l'environnement. Soucieuse de défendre ses intérêts industriels, en particulier dans le domaine du nucléaire, la France aura certainement a cœur de préciser que la lutte contre le changement climatique ne devra pas nuire à la compétitivité de ses entreprises. En souhaitant des seuils inférieurs à ceux d'autres pays, comme l'Autriche ou certains pays scandinaves, elle risque de se heurter parfois à leur opposition.

La politique énergétique consistera à promouvoir un marché européen de l'énergie. La position française consistera certainement à refuser l'option voulue par les pays libéraux (Grande - Bretagne et Suède) d'une séparation patrimoniale entre les réseaux de production et de distribution ; ce que l'on appelle « l'unbundling » en langage technique. Elle bénéficiera sur ce point de l'appui de l'Allemagne. L'autre sujet sera la sécurité des approvisionnements extérieurs, un problème qui affecte moins la France que la plupart de ses partenaires, en particulier l'Allemagne et les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale. La promotion de l'énergie nucléaire sera certainement une tentation française pour remédier à la montée des prix du pétrole et du gaz. Si elle pourrait recevoir le soutien de la Grande - Bretagne, ce ne sera pas le cas de l'Allemagne dont la société reste très réticente à l'énergie nucléaire.

L'immigration semble surtout signifier pour la présidence française la lutte contre l'immigration clandestine, un thème qui est souvent exprimé au niveau national depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Brice Hortefeux, ministre de l'immigration et de l'intégration, a appelé à la création d'un « Pacte européen sur l'immigration » reposant sur trois principes : l'harmonisation des régimes d'asile, des négociations sur les accords de réadmission, et le refus des régularisations massives. Autant de sujets sur lesquels il n'y a pas consensus au sein de l'Union européenne et sur lesquels la France se trouve elle-même confrontée à de sérieuses contradictions. Que veut dire en effet le refus de régularisations massives quand on se rend compte que des immigrés sans papier sont employés par des entreprises françaises depuis dix ans et contribuent ainsi quotidiennement à l'économie du pays.

L'approche de la présidence française sur ce thème est essentiellement protectrice alors que le débat sur l'immigration devrait être positif. Il devient en effet évident que les pays européens, tous soumis plus ou moins à la baisse de leur démographie –la France et l'Irlande un peu moins que les autres- doivent faire preuve d'ouverture à l'égard de l'immigration. Au moment même où l'extrême - droite semble amorcer un déclin en France, il eut été plus utile de décliner le thème de l'immigration de manière plus positive dans le cadre européen.

Nicolas Sarkozy semble favorable à une réintégration complète de la France dans mes structures militaires de l'OTAN, dont était sorti le Général de Gaulle en 1966. Il n'est pas certain qu'il puisse imposer cette décision à sa majorité, car une bonne partie des élites françaises –de droite comme de gauche- continue à caresser un antiaméricanisme de bon aloi, que l'affaire irakienne n'a pas contribué à apaiser. L'idée de Nicolas Sarkozy est que cette réintégration de la France dans l'OTAN doit s'accompagner d'une contrepartie : le renforcement des capacités opérationnelles de la défense européenne, afin qu'elle puisse jouer davantage un rôle autonome au sein de l'OTAN. Une idée que les Atlantistes classiques au sein de l'Union européenne, que sont les Britanniques et les Pays d'Europe centrale, n'accueillent pas avec ferveur. Mais le point important est que les Etats-Unis, y compris l'administration républicaine actuelle, sont prêts à bouger sur cette question. Ceci explique pourquoi Londres se sent un peu coincé par ce nouvel atlantisme français qui, quelque part, risque de lui voler sa « special relationships » et de lui forcer la main sur l'Europe de la défense.

La réforme de la politique agricole commune est le dernier dossier que la présidence française entend mettre en avant, considérant qu'il n'est pas utile d'attendre la fin du paquet budgétaire européen de 2013 pour l'aborder. Cette disposition à faire sortir la politique agricole de ses formes actuelles est importante, car c'est un dossier qui plombe depuis des années l'image de la France au sein de l'Union. Il faut quand même se rendre à l'évidence : les céréaliers français ont bien profité de la manne communautaire et sont aujourd'hui suffisamment compétitifs sur le marché mondial pour vendre sans subside. Cela ne veut pas dire que la politique commune doit être abandonnée complètement ou re-nationalisée, comme le souhaiteraient parfois les Britanniques. Elle doit être refondu pour porter moins sur le soutien aux prix que sur la sécurité des aliments ou encore sur le développement rural, cette dernière politique faisant d'ailleurs partie des priorités de l'Europe depuis la réforme Mac Sharry de 1992.

Au final, la présidence française sera aussi un test des talents diplomatiques de Nicolas Sarkozy et de l'outil qui l'entoure. Plusieurs conditions paraissent nécessaires: le respect des petits Etats qui sont de plus en plus nombreux au sein de l'Union ; la propension à écouter plutôt qu'à donner des leçons; le renoncement à une crispation contreproductive sur l'utilisation de la langue française pendant les échanges avec les partenaires. La présidence française sera ainsi l'occasion pour la diplomatie française de mettre à l'épreuve sa modernité. Car on ne réussit pas une présidence dans une Union européenne de 27 membres si l'on ne contente de conforter des clichés attendus de tous. Tout au contraire, il faut savoir surprendre.